

# *Curriculum vitae*

**Julien BONNET**

*Professeur à l'Université de Montpellier*

Né le 22 janvier 1980 à Montpellier (34)

Adresse professionnelle : UFR Droit et Science politique, 39 rue de l'Université  
34060 Montpellier Cedex 2

Adresse mail : [julien.bonnet@umontpellier.fr](mailto:julien.bonnet@umontpellier.fr)

## **PARCOURS UNIVERSITAIRE**

- 2016 **Titulaire de la Prime d'encadrement doctoral et de recherche**
- 2015 **Avancement à la 1<sup>ère</sup> classe (CNU)**
- 2014 **Professeur à l'Université de Montpellier, UFR Droit et Science politique**
- 2010-2013 **Professeur à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, UFR Droit et Science politique**
- 2010 **Admis au concours d'agrégation de droit public**
- 2009 **Maître de conférences à l'Université Montpellier I, UFR Droit**
- 2008 **Qualification aux fonctions de Maître de conférences par le Conseil national des Universités**
- 28 novembre 2007 **Doctorat de Droit public, Université Montpellier I**
- Titre : « Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. *Analyse critique d'un refus* ».
- Directeur de thèse : M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université de Montpellier I
- Jury :
- M. Bertrand MATHIEU, Professeur à l'Université Paris I (Rapporteur)
  - M. Guillaume DRAGO, Professeur à l'Université Paris II (Rapporteur)
  - M. Guy CANIVET, Membre du Conseil constitutionnel, Premier président honoraire de la Cour de cassation
  - M. Jérôme ROUX, Professeur à l'Université Montpellier I
  - M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université Montpellier I
- Mention : « Très honorable avec les félicitations du jury »
- Prix de thèse de la Faculté de droit de Montpellier
- Dalloz, Collection *Nouvelle bibliothèque de Thèses*, vol. 81, 2009, 716p.
- 2005-2007 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.) à temps plein, Université Montpellier I, UFR Droit**
- 2002-2005 **Allocataire de recherche – Moniteur, Université Montpellier I, UFR Droit**
- 2002 **D.E.A. de Droit public général, option Droits fondamentaux, Université Montpellier I. Mention Très Bien. Major de promotion. Prix Hébrard du mémoire de D.E.A.**
- 2001 **Maîtrise en Droit public, Université Montpellier I. Mention Bien**
- 2000 **Licence en Droit, Université Montpellier I. Mention Bien. Major de promotion**
- 1999 **2<sup>ème</sup> année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Assez Bien**
- 1998 **1<sup>er</sup> année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Bien**
- 1997 **Baccalauréat, série Scientifique, Lycée Jean-Baptiste Dumas, Alès**

## **RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES**

### **A l'Université de Montpellier (depuis 2014)**

- Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et Sciences politiques (2016-)
- Membre élu du Conseil de la Section de droit public (2014-)
- Co-directeur du Magistère Droit public appliqué (2015-)
- Membre élu du Conseil de l'IPAG de Montpellier (2017-)
- Membre du Conseil pédagogique du Collège de droit (2017-)
- Vice-Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et sciences politiques (2014-2016)

### **A l'Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2014)**

- Directeur du Master 2 Droit des collectivités territoriales
- Membre élu du Conseil de l'UFR Droit et Science politique
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit,
- Référént pour l'UFR Droit et Science politique du Pôle d'information et d'orientation des lycéens et étudiants

### **Responsabilités dans les projets et la vie collective de l'établissement**

- Organisation de conférences d'information sur les métiers du droit public (Licence 2) et les Masters en droit public (Licence 3) depuis 2016
- Sélection et encadrement des équipes des Universités d'Evry (2011-2014) et de Montpellier (depuis 2014, avec P.Y. Gahdoun) dans le cadre du Concours Vedel de plaidoirie en QPC
- Tutorat des étudiants de la prepa ENM de Montpellier
- Responsable d'un groupe de travail sur la pédagogie numérique (2016-2017)
- Responsable de la campagne Admission Post Bac (APB) : réponse en ligne sur les demandes d'APB, coordination de la participation des enseignants en droit à la campagne, participation aux journées d'Orientation Active ainsi qu'aux salons où l'Université d'Evry était représentée (2012-2014)
- Participation à la confection du contrat quinquennal et à l'intégration de l'Université d'Evry dans l'Université Paris-Saclay
- Organisation d'une rencontre « Université-Collectivité locales et partenaires économiques locaux » (avec V. Bouhier), Evry, 18 juin 2013
- Conclusion de Conventions de partenariat entre le Master 2 Droit des collectivités territoriales et la Communauté de commune du Val d'Essonne, le MEDEF de l'Essonne et l'Association des maires de l'Essonne (Evry, 2012-2014)

## **RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES**

- Membre du CERCOP (Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques) ; co-responsable de l'axe de recherche « contentieux constitutionnel »
- Responsable du projet scientifique « Nourrir, protéger et soigner dans une société du risque : un défi pour le droit », Lauréat de l'appel à projet I-Site «Montpellier Université d'Excellence », rassemblant cinq laboratoires de recherche en droit et sept partenaires publics et privés (2017-2021).
- Membre du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue des Droits et libertés fondamentaux*
- Membre du Comité scientifique de la revue *Jurisdoctoria*
- Membre du projet scientifique « QPC et économie », Appel d'offres du Conseil constitutionnel « QPC 2020 ».
- Membre du réseau de recherche du *Laboratoire Méditerranéen de Droit public* (dir. M. Touzeil-Divina), référent sur le thème de la « Garantie et protection des droits fondamentaux »
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit, Université d'Evry-Val d'Essonne (2010-2014)
- Participation à des Comités de sélection : Université Toulouse 1-Capitole (2019), Université de Montpellier 2017 (Président), Aix-Marseille Université 2016, Université d'Evry-Val-d'Essonne (2013).

### ***Responsabilités éditoriales***

- Responsable de la Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle à la Revue de droit public (depuis 2012, avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun)
- Responsable de la Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques aux Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel (2015-2017, avec A. Roblot-Troizier)
- Responsable de la Chronique « Site Internet et revues électroniques » de la revue *Constitutions* (2010-2015)

### ***Organisation de colloques***

- Organisation du colloque annuel *Un an de droit public* dans le cadre du Magistère Droit public appliqué (depuis 2015), en partenariat avec le Tribunal administratif de Montpellier (depuis 2019).
- Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, (avec M. Afroukh), Montpellier, 7 février 2020.
- Les mutations du droit public, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué*, (avec N. Marty), Montpellier, 25 octobre 2019.
- Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs* (avec J. Arlettaz et P.-Y. Gahdoun), Montpellier, 30 novembre 2018.
- 5 ans de QPC : une révolution inachevée ?* (avec P.-Y. Gahdoun), Montpellier, 6 mars 2015, Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (avec J. Arlettaz), Montpellier, 12 décembre 2014, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.

*-Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme* (avec F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Evry, 25 novembre 2013, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.

*-Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle* (avec A. Roblot-Troizier), Evry, 27 mars 2012, Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

### ***Organisation et modération de conférences***

*-Quelles avancées sur la déontologie des députés? Débat autour du rapport de la déontologue de l'Assemblée nationale*, avec Agnès Roblot-Troizier et Philippe Blachère, Montpellier, 19 mars 2019.

*-Rencontres entre le Conseil constitutionnel et la Faculté de droit*, (codirection avec P.-Y. Gahdoun), avec la participation du Secrétaire général et du service juridique du Conseil constitutionnel, Montpellier, 1<sup>er</sup> juin 2018.

*-Le juge d'instruction et la Constitution*, avec Thomas Meindl et Anne Ponseille, Montpellier, 20 janvier 2017

*-Question prioritaire de constitutionnalité et droit européen des droits de l'homme*, Débat vidéo organisé avec R. Tinière, avec la participation de X. Magnon et S. Slama, Revue des droits et libertés fondamentaux, Grenoble, 4 mars 2015

*-Défendre en justice la cause des détenus*, avec N. Ferran et S. Slama ainsi que B. Belda et A. Ponseille, Montpellier, 21 novembre 2014

*-Le Conseil constitutionnel, une Cour suprême ?*, avec N. Belloubet, Montpellier, 7 mars 2014

*-Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin »*, avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012

### ***Jury, concours, expertise***

-Expert auprès de l'HCERES, Université de Lille, 2018

-Audition par l'Association nationale de développement des espaces ruraux, M. le député Jean-Michel Clément et M. le sénateur Franck Menonville (dir.), Assemblée nationale, 5 juillet 2018.

-Audition par Mme la députée Anne Génetet, Mission sur la fiscalité applicable aux français de l'étranger, 26 avril 2018.

-Membre du jury du Prix de thèse de l'UMR 7318 DICE, Université Aix-Marseille (2017)

-Membre du jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2015)

-Membre du jury de l'Ecole Nationale de l'Administration, concours de sortie (2011)

-Membre du jury du concours de rédacteur territorial du Gard (2011)

## **PUBLICATIONS**

### **Ouvrages**

- L'essentiel du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 2018, 170p.
- L'essentiel des grandes décisions du Conseil constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 2017, 187p.
- Droit du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), LGDJ, Montchrestien, 11<sup>e</sup> édition refondue, 2016, 866 p.
- La question prioritaire de constitutionnalité*, (coécrit avec P.-Y. Gahdoun), Que-sais-je ?, PUF, 2014, 127p.
- Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel* (12 auteurs, direction par B. Mathieu, J.-P. Machelon, F. Mélin-Soucramanien, D. Rousseau, X. Philippe), Dalloz, 2<sup>e</sup> éd., 2014, 598p.
- L'essentiel de la question prioritaire de constitutionnalité. Mode d'emploi* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2e éd., 2012, 122p.
- L'essentiel des grandes décisions QPC* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2012, 134p.
- Pouvoirs et démocratie en France*, (coécrit avec J. Arlettaz), Centre régional de documentation pédagogique, collection Questions ouvertes, 2012, 197p.
- *Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. Analyse critique d'un refus*, Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque de Thèses, volume 81, 2009, 716p.

### **Direction d'ouvrages collectifs et de numéros spéciaux de revues juridiques**

- L'office du juge et le contrôle de conventionnalité in concreto* (direction M. Afroukh, J. Bonnet), Dossier thématique, Revue des droits et libertés fondamentaux, disponible sur <http://www.revuedlf.com/dossier/la-reconfiguration-de-loffice-du-juge-de-la-conventionnalite-de-la-loi/>.
- La communication des juridictions constitutionnelles* (direction J. Bonnet), Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, 69p.
- La QPC : une révolution inachevée ?* (direction J. Bonnet et P.-Y. Gahdoun), Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (direction J. Arlettaz et J. Bonnet), Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.
- Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme* (direction J. Bonnet, F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.
- Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle* (direction J. Bonnet et A. Roblot-Troizier), Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

## Articles et Chapitres d'ouvrages

- Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste*, in S. Mouton, A. Vidal-Naquet, W. Mastor, X. Magnon (dir.), *Le juge dans le constitutionnalisme moderne*, QsQ8, Lextenso, Varenne, 2020, à paraître.
- « *Contexte national : l'exemple français* », in F. Barque, S. Nicot (dir.), *Vers l'instauration d'une procédure d'exécution des décisions du Conseil constitutionnel ?*, Lextenso, Varenne, 2020, à paraître.
- « *Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 : une question d'opportunité ?* », in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), *Le protocole 16 à la CEDH*, Pedone, 2020, à paraître.
- Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, *La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ?*, PUAM, 2020, à paraître.
- « *Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire* », in J. Arlettaz (dir.), *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, Lextenso, Varenne, 2020, à paraître.
- Comment décident les acteurs juridiques ? Pour une analyse interdisciplinaire du processus décisionnel*, in Mélanges en l'honneur de Dominique Rousseau, Lextenso, 2020, à paraître.
- La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à plusieurs vitesses*, in A. Ponselle, E. Sales, PY Gahdoun (dir.), *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2019.
- La politique de rupture de la Cour de cassation*, JCP, G, 2019, n°37, 9 septembre 2019, pp. 1594-1601.
- *Le droit constitutionnel de la régulation du foncier agricole*, Droit rural, 2019, n°471, pp. 35-39.
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 17-32.
- *Peut-on parler d'un gouvernement des juges sous la Ve République ?*, in P. Blachère (dir.), *La Constitution de la Ve République : 60 ans d'application (1958-2018)*, Lextenso, 2018, pp. 589-601.
- La transformation du droit constitutionnel par les traités de Rome*, Revue de l'Union européenne, 2018, n°622, pp. 556-562.
- La communication des juridictions constitutionnelles, nouvel objet du droit*, Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, pp. 13-15.
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), *La radicalisation religieuse saisie par le droit*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 171-182.
- *La communication numérique des juridictions suprêmes*, in E. Sales (dir.), *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique?*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2017, p. 124.
- La concrétisation des contrôles de la loi* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Revue Française de droit administratif, 2017, n°5, pp. 821-855.
- Une voie étroite mais possible*, in M. Fatin-Rouge, C. Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice. Une nouvelle étape après la QPC ?*, Confluence des droits, Aix-en-Provence, 2017, pp. 448-455.
- Le numérique : un défi pour le droit constitutionnel* (coécrit avec P. Türk), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017, pp. 13-24.
- L'effectivité des droits sociaux dans le cadre de la QPC*, Revue des droits de l'homme (en ligne), 2017, n°1 (37 600 signes)

- Les juges constitutionnels et l'état d'urgence*, Droit administratif, 2016, n°12, Etude n°15.
- *Repenser le « bloc de constitutionnalité » sous l'effet des rapports entre ordres juridiques : pour une redéfinition des sources de la constitutionnalité* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), in B. Bonnet, Les rapports entre ordres juridiques. Bilan, enjeux, perspectives, LGDJ, 2016, pp. 409-438.
- Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « Jurisprudence et qualité de la norme », Cujas, 2016, pp. 353-362.
- *Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015 », Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, pp. 175-187.
- La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz et J. Bonnet (dir.), L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, pp. 21-42.
- Les contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité des lois : concurrents et complémentaires*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?, Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2015, pp. 197-220.
- Les adages et le temps* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Revue Française de droit administratif, 2014, n°1, pp. 29-34
- La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, in J. Arlettaz et R. Tinière, Fragmentation en droit, Fragmentation du droit, Editions l'Epitoge-Lextenso, 2014, pp. 139-152.
- Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), La démocratie : qu'en disent les juristes ?, Lextenso, 2014, pp. 53-64.
- Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), Défendre en justice la cause des détenus, La documentation française, 2014, pp. 247-254.
- Thèse de doctorat*, in M. Touzeil-Divina (dir.), Initiation au droit. Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques, Lextenso, 2<sup>e</sup> éd., 2014, pp. 304-306.
- Les contrôles a priori et a posteriori*, Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n° 40, 2013, pp. 105-115.
- La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, Politeia, 2013, n°23, pp.231-241.
- Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal, Cujas, 2013, pp. 11-24.
- Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel relatives à l'élection présidentielle* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Petites affiches, numéro spécial, 5 décembre 2012, pp. 29-33.
- La question prioritaire de constitutionnalité. Etude des caractères « sérieux » et « nouveau »*, Rédaction des développements consacrés à la Belgique. Contrat de recherche, Mission Droit et justice, CERCOP, Université Montpellier I, 2012, pp. 92-101.
- L'indépendance du contrôle de conventionnalité des lois*, in Indépendance(s), Etudes en l'honneur de Jean-Louis Autin, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2012, pp. 1231-1252.
- La QPC, une révolution qui continue* (Coécrit avec Dominique Rousseau), Revue parlementaire, Mars 2011, p. 38.
- Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire, Facultés des sciences juridiques, économiques et sociales de Marrakech, n°38, 2011, pp.57-66.
- Démocratie et multiplication des droits* (Coécrit avec Mathilde Philip-Gay), in A. Delcamp, A.-M. Le Pourhiet, B. Mathieu et D. Rousseau (dir.), Nouvelles questions sur la démocratie, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2010, pp. 15-30.



- 1958-1983 : 25 ans de délibérations. *Présentation de la période 1974-1980* (Coécrit avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun), Les cahiers du Conseil constitutionnel, Hors série, 2009, pp. 115-117.
- La révision constitutionnelle et le juge, une consécration ?*, Politeia, n°15, 2009, pp. 465-488.
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique* (Coécrit avec Véronique Gimeno) in D. Favre, A. Hasni, C. Reynaud (dir.), Les valeurs explicites et implicites en éducation, De Boeck, 2008, pp. 27-39.
- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Atelier n°5 sous la dir. de G. Drago et T.-S. Renoux, 2008, disponible sur [www.droitconstitutionnel.org](http://www.droitconstitutionnel.org)
- Le contrôle des marchés passés par les Assemblées parlementaires. Les répercussions de la jurisprudence « Président de l'Assemblée nationale » (CE, Ass., 5 mars 1999)* in Contrats Publics, Mélanges en l'honneur de Michel Guibal, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2006, Tome 2, pp. 305-319.
- L'amorce d'une « véritable révolution juridique » : la réponse du juge ordinaire et du Parlement à la censure par le Conseil constitutionnel d'une loi promulguée*, Revue française de droit administratif, 2005, n°5, pp. 1049-1053.
- Le Conseil d'Etat et le Conseil supérieur de la magistrature*, Revue du droit public, 2004, n°4, pp. 987-1014.

### **Chroniques et notes de jurisprudence**

- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2018)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2019, n°1, pp. 249-288.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2017)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2018, n°1, p. 285.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°55-56, 2017, pp. 117-142 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°54, 2017, pp. 85-96.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2016)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2017, n°1, p.175-211.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°53, 2016, pp. 99-116 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°52, 2016, pp. 71-86.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°51, 2016, pp. 85-106.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2015)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2016, n°1, p. 305s.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2014)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2015, n°1, pp. 227-256.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°50, 2015, pp. 85-102.

- *L'épanouissement de la jurisprudence Etat d'urgence en Nouvelle-Calédonie, Note sous CC, n°2013-349 QPC du 18 octobre 2013 Société Allianz*, Actualité juridique de droit administratif, 2014, pp. 467-471.
- *Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2013)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2014, n°1, pp. 207s.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle* (septembre 2013-mars 2014), Annotations sous cinq arrêts du Conseil d'Etat, Gazette du Palais, 2014, n°192 à 193, pp. 15-17.
- *Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2012)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2013, n°1, pp. 197s.
- *La pacification par le Conseil constitutionnel des rapports entre employeur et salariés protégés*, Note sous CC, n°2012-242 QPC du 14 mai 2012, Droit social, n°9, septembre 2012, p. 796-803.
- *Actualité bibliographique, Site Internet et revues électroniques*, Constitutions-Revue du droit constitutionnel appliqué, depuis 2010, 4 numéros par an, soit 16 chroniques au total sur la période 2012-2015, 2 pages par numéro.
- *Note sous CC, n°2004-505 DC du 19 novembre 2004*, Traité établissant une Constitution pour l'Europe, International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, [www.oxfordlawreports.com](http://www.oxfordlawreports.com)
- *Note sous CE, ord. réf., 11 octobre 2001, n° 238849, M. Hauchemaille* International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, [www.oxfordlawreports.com](http://www.oxfordlawreports.com)
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2006 : « Introduction » et « Les normes de référence »*, Revue administrative, 2006, n°354, pp. 599-602.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2005, n°346, pp. 350-353.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°342, pp. 594-598.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°339, pp. 261-265.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2003, n°335, pp. 487-490.

### **Autres publications, médias**

- *Préface*, A. Kebe, *Le recours à la QPC par les collectivités territoriales: Bilan de la jurisprudence et perspectives*, Université européennes, 2018.
- *La question prioritaire de constitutionnalité. Etude des caractères « sérieux » et « nouveau »*, Rédaction des développements consacrés à la Belgique. Contrat de recherche, Mission Droit et justice, CERCOP, Université Montpellier I, 2012.
- *Le contrôle des élections présidentielles*, Dalloz étudiant, 11 mai 2012.
- « *Sénat : un défi pour la gauche* », Territoires, Novembre 2011.
- *Corrigé d'une dissertation : La puissance de l'Etat est-elle sans limite ?*, in A. Viala, M. Verpeaux (dir.), *Annales Droit constitutionnel 2007*, Dalloz, 2006, pp. 39-47.
- *Interventions médiatiques à propos de l'examen par le Conseil constitutionnel du régime légal du travail des détenus*, septembre 2015 (Le Monde, France Inter, France Info, Capital, Liaisons sociales...)
- « *Présidentielle : le parrainage d'un maire soumis au vote des ses administrés* », Le Figaro, site Internet, Entretien, 24 février 2017
- « *Le Conseil constitutionnel et la communication numérique* », Mediapolis, Entretien, Europe 1, 17 juin 2017
- « *QPC et droit des affaires : un rendez-vous manqué ?* », Droit et affaires, Entretien, 3 juin 2019.

## CONFERENCES ET COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES

- Le contrôle de constitutionnalité des lois électorales : regard croisé France – Italie* (avec J. Arlettaz), in P. Esplugas, S. Mouton, Modèles électoraux et démocratie : quels enjeux constitutionnels ?, Toulouse, 5 décembre 2019.
- Rapport de synthèse*, in G. Galustian, Contrôler les gouvernants en France : où en est-on ?, VIIIe journée de la Commission de la Jeune recherche en droit constitutionnel, Montpellier, 14 novembre 2019.
- Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), Les mutations du droit public, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué, Montpellier, 25 octobre 2019.
- Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 à la CEDH*, in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), Séminaire sur le Protocole 16 CEDH, Montpellier, 19 avril 2019.
- *Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire*, in J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs, Montpellier, 30 novembre 2018.
- Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste*, in S. Mouton, A. Vidal-Naquet, W. Mastor, X. Magnon (dir.), Le juge dans le constitutionnalisme moderne, QsQ8, Toulouse, 19 octobre 2018.
- Contexte national : le cas français*, in F. Barque, S. Nicot (dir.), Vers l’instauration d’une procédure d’exécution des décisions du Conseil constitutionnel ? Grenoble, 18 octobre 2018.
- Les aspects constitutionnels de la régulation foncière et agricole*, ANDER, J.-M. Clément et F. Menonville (dir.), La contribution du droit à la régulation du marché des terres agricoles, Assemblée nationale, 5 juillet 2018.
- Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, La QPC, vers une reconfiguration de l’architecture juridictionnelle ?, Aix-en-provence, 6 avril 2018
- La concrétisation des contrôles de la loi*, Aix-en-provence, UMR DICE, 12 mars 2018
- La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à deux vitesses ?*, in A. Ponseille, E. Sales, PY Gahdoun, Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?, Montpellier, 19 janvier 2018
- La concrétisation des contrôles de la loi*, Montpellier, CERCOP, 12 janvier 2018
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), La radicalisation religieuse saisie par le droit, Evry, 30 novembre 2017
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d’Etat, Clermont-Ferrand, 25 octobre 2017
- Le droit constitutionnel à l’épreuve du numérique*, Journée nationale de l’Association française de droit constitutionnel, Présidence et conclusions (avec P. Türk), Paris, 17 mars 2017
- Etat d’urgence et protection des droits fondamentaux : quel bilan ?*, modérateur et discutant, sous la direction de M. Afroukh et J. Arlettaz, Montpellier, 27 janvier 2017
- Le juge d’instruction et la Constitution*, modérateur et discutant, avec T. Meindl et A. Ponseille, 20 janvier 2017
- La communication numérique des juges constitutionnels*, in E. Sales (dir.), Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?, Montpellier, 4 novembre 2016
- Les conditions d’une réforme en France au regard des expériences étrangères*, Table ronde, in M. Stefanini, C. Severino (dir.), Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?, Aix-en-provence, 24 juin 2016

-*Repenser la démocratie. Conférence-débat autour des propositions de la Commission Bartolone*, avec W. Genieys, E. Sales, B. Troupel, A. Viala, Montpellier, 8 janvier 2016

-*L'effectivité des droits sociaux dans le cadre de la QPC*, in H. Hurpy, S. Torcol (dir.), Contentieux constitutionnel des droits et libertés fondamentaux et économie, Toulon, 20 novembre 2015

-*Juridictions constitutionnelles nationales et juridictions supranationales*, in F. Balaguer Callejón et A. Viala (dir.), Droit constitutionnel national, intégration supranationale et mondialisation, Grenade, 16 octobre 2015

-*5 ans de QPC : une révolution inachevée ? Introduction*, in J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), 5 ans de QPC : une révolution inachevée ?, Montpellier, 6 mars 2015

-*QPC et protection européenne des droits de l'homme*, Débat vidéo organisé par la Revue des droits et libertés fondamentaux sous la direction de J. Bonnet et R. Tinière, Grenoble, 4 mars 2015

-*Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015 », Bordeaux, 6 février 2015.

- *La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz, J. Bonnet (dir.), L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux, Du juge des droits au juge du Droit?, Montpellier 12 décembre 2014

-*Les principes constitutionnels intéressant la procédure administrative*, in J.-B. Auby (dir.), A la recherche des principes du droit de la procédure administrative, Conseil d'Etat, 5 décembre 2014

-*Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « Jurisprudence et qualité de la norme », Bordeaux, 13 novembre 2014

-*Le renouvellement de l'autorité des décisions du Conseil constitutionnel*, Séminaire du CERCOP, Faculté de droit et de Sciences politiques de Montpellier, 21 mai 2014

-*Le contrôle de constitutionnalité et le contrôle de conventionnalité: entre concurrence et complémentarité*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?, Sénat, 27 mars 2014

-*Les contours méthodologiques du droit constitutionnel européen*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in F. Balaguer Callejón, A. Viala, S. Pinon (dir.), Le Droit constitutionnel Européen à l'épreuve de la crise économique et démocratique de l'Europe, Montpellier, 12 décembre 2013

-*Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme, Introduction*, in J. Bonnet, F. Coulée, A. Roblot-Troizier (dir.), Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme, Evry, 25 novembre 2013

-*Les adages et le temps* (avec A. Roblot-Troizier), in H. Hoeffner, L. Janicot, A. Roblot-Troizier, *Les adages en droit public*, Paris, 11 octobre 2013.

-*Les modes d'application de la Constitution par la Cour de cassation*, in G. Drago, X. Philip (dir.), La Cour de cassation et la Constitution, perspectives nouvelles, Cour de cassation, 27 septembre 2013

-*La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in J. Arlettaz et R. Tinière (dir.), Fragmentation en droit, Fragmentation du droit, Grenoble, 17 mai 2013

-*Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), Défendre en justice la cause des détenus, Sénat, 24 janvier 2013

-*Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin »*, Organisation et modération de la conférence, avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012

-*La question prioritaire de constitutionnalité et l'entreprise*, Journée du droit, Ordre des avocats du barreau d'Alès, 29 novembre 2012

- Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal, Bordeaux, 8 novembre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, in J.-P. Derosier (dir.), La fonction présidentielle sous le quinquennat Sarkozy, Saint-Etienne, 19 octobre 2012
- Le métier d'avocat et la question prioritaire de constitutionnalité*, Congrès de la Confédération nationale des avocats, Montpellier, 12 octobre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité : mécanisme, apports et questions d'actualité*, Centre Léon Duguit, Evry, 5 juillet 2012
- Question prioritaire de constitutionnalité et droit privé*, Ecole doctorale de Montpellier, 13 juin 2012
- Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), « La démocratie : qu'en disent les juristes ? », Montpellier, 24 et 25 mai 2012
- Pouvoirs et démocratie en France*, « Journée de l'Europe », Centre régional de documentation pédagogique de Montpellier, 9 mai 2012
- Organiser les primaires*, Présidence d'une table ronde, in P.-Y. Gahdoun (dir.), Les primaires, Montpellier, 30 mars 2012
- Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel* (avec Agnès Roblot-Troizier) in A. Roblot-Troizier et J. Bonnet (dir.), Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle, Evry, 27 mars 2012
- Démocratie et multiplication des droits*, Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, « Nouvelles questions sur la démocratie », Paris, 4 décembre 2009
- Démocratie administrative et droit des administrés* in S. Caudal, P.-Y. Gahdoun, (dir.), « Démocratie et multiplication des droits », Lyon, 4 juin 2009
- 1958-1983 : 25 ans de délibération, Présentation de la période 1974-1980* avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun, « 1958-1983 : 25 ans de délibération », Conseil constitutionnel, 30 janvier 2009
- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, 26 septembre 2008
- Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, IIIe colloque Franco-Marocain, « La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire », Faculté de droit de Montpellier, 4 avril 2008
- La jurisprudence constitutionnelle de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Atelier juridique de l'école doctorale, UFR droit, Montpellier, 16 février 2006
- L'influence de la jurisprudence européenne sur le Conseil constitutionnel*, Université autonome de Barcelone, Programme d'Action Intégrée, « Cours constitutionnelles et Cours européennes », 15 novembre 2005
- Rapport de synthèse de l'atelier sur « Les valeurs explicites et implicites en éducation »*, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 17 septembre 2005
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique*, Les valeurs explicites et implicites en éducation, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 15 septembre 2005
- Controverse sur l'effet du contrôle des lois promulguées par le Conseil constitutionnel*, VIe congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Atelier sur les controverses constitutionnelles dirigé par A.-M. Le Pourhiet et S. Pierre-Caps, Montpellier, 9 juin 2005
- La jurisprudence récente du Conseil d'Etat relative au Conseil supérieur de la magistrature*, 1ère rencontres Conseil d'Etat-Université, Faculté de droit de Montpellier, 6 décembre 2003

## Encadrement doctoral et scientifique

### ***Direction de thèses en cours***

Doctorants inscrits à l'Université de Montpellier :

- Mélissandre Talon, *La notion de propriété en droit constitutionnel français* (depuis 2018).
- Geoffroy Herzog, *L'élection populaire du Président de la République dans l'espace européen* (depuis 2016, en codirection à 50% avec S. Pinon)
- Emma Grego (Doctorante-contractuelle), *Le renouvellement du discours du juge constitutionnel : approche de droit comparé* (depuis 2014)

### ***Participation à des jurys de thèse et de jury HDR***

- Jérémy Martinez, *Conseil constitutionnel et économie*, sous la direction de Guillaume Drago, Paris II, 11 décembre 2019 (Rapporteur).
- Anaïs Dechambre, *L'intégration de principes directeurs du procès dans le contrôle de constitutionnalité des lois. Contribution à une étude processuelle de la question prioritaire de constitutionnalité*, sous la direction de Bertrand Mathieu, Paris I, 8 novembre 2019 (Rapporteur).
- Bertrand Sergues, *La question prioritaire de constitutionnalité face à l'ordre juridique interne : analyse des effets du mécanisme constitutionnel de contrôle des lois entrées en vigueur sur l'ordre juridique interne*, sous la direction de Stéphane Mouton, Toulouse, 22 octobre 2019 (Président).
- Chloé Cyteval, *L'office de l'avocat général de la Cour de cassation dans le contentieux de la QPC*, sous la direction de Dominique Rousseau, Paris I, 12 octobre 2019 (Rapporteur).
- Alex Chauvet, *Le renvoi et le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation*, sous la direction de Fabrice Hourquebie, Bordeaux, 28 novembre 2018 (Rapporteur).
- Marine Benigni, *L'application dans le temps des décisions QPC*, sous la direction d'Emmanuel Cartier, Lille, 12 novembre 2018 (Rapporteur).
- Mathilde Kamal, *Le Conseil constitutionnel et le temps*, sous la direction de Pierre-Yves Gahdoun, Montpellier, 4 mai 2018 (Président)
- Céline Gueydan, *L'exception en droit public*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 4 décembre 2017.
- Mathilde Heitzmann-Patin, *Les normes de concrétisation dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de Michel Verpeaux, Paris I, 8 mars 2017 (Rapporteur)
- François Barque, *Les figures du juge*, Soutenance HDR, Grenoble, 27 février 2017 (Rapporteur)
- Fleur d'Argent, *La consultation en droit public interne*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 9 décembre 2016 (Rapporteur)
- Johan Baillargeon, *La question prioritaire de constitutionnalité et le juge administratif*, sous la direction de F. Lichère et T.-S. Renoux, Aix-en-Provence, 2 décembre 2016 (Rapporteur)
- Godefroid Boholombe Bompondo, *Le juge constitutionnel et l'application des normes internationales et régionale de protection des droits fondamentaux. Etude comparative des droits français, allemand et sud-africain*, sous la direction de P. Gaïa, Aix-en-Provence, 30 juin 2016 (Rapporteur)
- Chloé Mathieu, *Le principe de la séparation des pouvoirs dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de J. Roux, Montpellier, 9 décembre 2015 (Assesseur)
- Olivier Bonnefoy, *Les relations entre Parlement et Conseil constitutionnel. Les incidences de la question prioritaire de constitutionnalité sur l'activité normative du Parlement*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 12 juin 2015 (Assesseur)

- Faten Ben Hassine, *Les nouveaux pouvoirs de police du maire en matière de prévention, répression de la délinquance, contrôle social et familial depuis la loi du 5 mars 2007*, sous la direction de F. Colly, Evry, 24 juin 2014 (Président)
- Eric Lestrade, *Les principes directeurs du procès dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 21 novembre 2013 (Rapporteur)
- Anne Wlazlak, *L'influence de la construction communautaire sur la Constitution française*, sous la direction de P. Blachère, Avignon, 7 juin 2013 (Rapporteur)
- Motjaba Mortada, *Le contrat dans la fonction publique : la situation du Liban éclairée par l'exemple français*, sous la direction d'E. Marc, Montpellier, 14 décembre 2012 (Rapporteur)
- Rémi Bertrand, *Le statut constitutionnel des religions. Etude comparée France Italie (L'idéologie culturelle ou l'hégémonie religieuse)*, sous la direction de D. Rousseau, Montpellier, 22 novembre 2012 (Rapporteur)
- Olivier Hasenfratz, *QPC et procédure pénale : Etats des lieux et perspectives*, sous la direction de J.-M. Maillot, Montpellier, 6 janvier 2012 (Rapporteur)

#### ***Direction d'équipe de recherche interne à un laboratoire***

- Membre du Conseil de Laboratoire du CERCOP, responsable (avec P.-Y. Gahdoun) de l'axe de recherche consacré au contentieux constitutionnel, Université de Montpellier (depuis 2014)
- Membre du Centre Léon Duguit, responsable (avec A. Roblot-Troizier) de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes », Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2013)
- Membre du Comité scientifique pour le rapport « Nature de l'office du juge de 1ère instance et d'appel dans l'appréciation du caractère sérieux de la QPC », GIP Droit et Justice, CERCOP, 2012.

#### ***Divers***

- Membre de Comités de suivi de thèse de doctorants inscrits à Montpellier et Evry
- Direction de mémoires de Master 1 et Master 2 (environ 5 par an depuis 2009)

## **ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT**

### **EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER (2014-...)**

- Droit constitutionnel général, (Licence 1, depuis 2019)
- Contentieux constitutionnel (Master 1)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public général)
- Pratiques du contentieux constitutionnel (Master 2 Droit public général)
- Doctrines constitutionnelles modernes (Licence 2, 2015-2019)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- La jurisprudence pénale du Conseil constitutionnel (Master 2 Pratiques pénales)
- Droit immobilier et question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droit immobilier)
- Pratique du contrôle de la loi (Master 2 Droit des contentieux)
- Droits et libertés (Master 2 Droit des personnes et de la famille)
- Actualité du droit public (Prépa ENM)
- La question prioritaire de constitutionnalité en droit public (Magistère droit public des affaires, DU Contentieux administratif)
- Préparation à l'épreuve de droit public au concours de Conseiller de la Chambre Régional des comptes (IPAG)
- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2014-2015)

### **EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE D'EVRY-VAL-D'ESSONNE (2010/2013)**

#### Cours magistraux à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne

- Droit constitutionnel (Licence 1)
- Droit des services publics (Master 1)
- Droit des services publics locaux (Master 2 Droit public des collectivités locales)
- Droit administratif des biens (Licence 3)
- Contentieux constitutionnel (Master 2 Carrières judiciaires et droit des contentieux)
- Droits et libertés fondamentaux des biotechnologies (Master 2 Droit des biotechnologies)
- La question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droits de l'homme et droit humanitaire)
- Actualité des droits et libertés fondamentaux (IEJ)
- Protection des droits de l'homme (2012-2013)

#### Cours magistraux à l'Université Montpellier I

- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2010/2011 2013-2014)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public général)
- Actualité du droit public Prépa ENM
- Actualité du droit constitutionnel : Prep'ENA
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- Pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Magistère droit public des affaires)
- La question prioritaire de constitutionnalité en droit public (DU Contentieux administratif)

#### Cours magistraux à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

- Systèmes politiques et administratifs européens (Master 2 Juriste européen, 2012/2013)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Juriste européen, 2011/2012)



**EN QUALITE DE MAITRE DE CONFERENCES A L'UNIVERSITE MONTPELLIER I (2009/2010)**

Cours magistraux :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Grands problèmes constitutionnels contemporains (Licence 2)
- Théorie générale des libertés fondamentales (Licence 3)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Droit public)
- Actualité de droit public (Prep'ENA)
- Droit public (Prepa ENM)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (DU Droit de la sanction pénale)

**EN QUALITE D'ALLOCATAIRE-MONITEUR PUIS ATER A TEMPS PLEIN A L'UNIVERSITE MONTPELLIER I (2002/2007)**

Travaux dirigés :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Droit constitutionnel de la Ve République (Licence 1)
- Institutions européennes (Licence 1)
- Contentieux constitutionnel (Master 1)
- Droit constitutionnel européen (Master 1)